

Europe

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : LA FIN DE "L'ÈRE BABIS" ?

Pavel Rehor

19/10/2021

Les résultats des élections législatives des 8 et 9 octobre derniers ont vu la formation du président du gouvernement sortant Andrej Babis légèrement devancée. La volonté d'alliance gouvernementale entre la coalition de droite et la coalition entre le Parti pirate et le mouvement STAN suffit à rassembler, sur le papier, une majorité absolue empêchant une présence plus longue d'Andrej Babis à la tête du pays. Est-ce à dire qu'il sera définitivement en dehors des affaires du pays, alors que l'état de santé du président de la République est incertain ? Pavel Rehor, collaborateur auprès de la présidence et de la direction générale de la Fondation, livre son analyse.

Les résultats des élections législatives tchèques entérinent le scénario régulièrement évoqué de l'effacement complet des forces de gauche du Parlement tchèque puisque ni le Parti social-démocrate (Ceska strana socialné demokraticka, CSSD), ni le Parti communiste de Bohême et Moravie (Komunisticka strana Cech a Moravy, KSCM), ni le Parti vert (Strana zelenych, SZ) ne disposeront de députés pendant les quatre prochaines années. Toutefois, les résultats finaux ont pu surprendre par l'apparente défaite du président du gouvernement sortant, Andrej Babis, dont la formation, le mouvement ANO (Akce nespokojenych obcanu, "Action des citoyens mécontents" en français), n'est arrivée qu'en seconde position avec 27,13% des suffrages exprimés (il était donné très largement en tête depuis des semaines), soit légèrement derrière les 27,79% des suffrages exprimés en faveur de la coalition de droite SPOLU (« Ensemble » en français) emmenée par le Parti démocratique civique (Obcanska demokraticka strana, ODS) et également composée du parti de droite pro-européen TOP 09 et du parti chrétien-démocrate europhile Union chrétienne démocrate – Parti populaire tchécoslovaque (Krestanska a demokraticka unie-Ceskoslovenska strana lidova, KDU-CSL). La coalition composée du Parti pirate (Ceska piratska strana) et du mouvement d'élus locaux STAN (Starostove a nezavisli, « Maires et indépendants » en français) recueille quant à elle 15,61% des suffrages exprimés. Sur le papier, le président du gouvernement sortant est défait puisqu'une alliance entre la coalition SPOLU et la coalition entre le Parti pirate et le mouvement STAN suffit à obtenir une majorité absolue, forçant finalement Andrej Babis à renoncer publiquement à une possible reconduction à la présidence du gouvernement dans la soirée du 15

octobre dernier¹. Seulement, peut-on ainsi conclure aussi rapidement à la fin de « l'ère Babis » ?

Des résultats contre toute attente et ouvrant un avenir incertain

La principale surprise de ces élections législatives tchèques constitue bien entendu en l'apparente défaite du président du gouvernement sortant Andrej Babis, alors qu'il était donné largement en tête des sondages depuis plusieurs semaines. Le soir des résultats, SPOLU a très vite manifesté son intérêt à entrer en négociation avec la coalition composée du Parti pirate et du mouvement STAN, arrivée en troisième position. Avec les 71 sièges à la Chambre des députés de la coalition SPOLU et les 37 sièges de la coalition entre le Parti pirate et le mouvement STAN, cette coalition peut réunir 108 sièges sur 200 soit une majorité absolue qui permet l'éloignement d'Andrej Babis du pouvoir. Avec les 20 sièges remportés par le parti d'extrême droite Liberté et démocratie directe (Svoboda a prima demokracie – Tomio Okamura, SPD) sur lequel se sont portés 9,56% des suffrages exprimés, même une coalition entre le SPD et le mouvement ANO d'Andrej Babis (72 sièges à la Chambre des députés) ne lui aurait pas permis de disposer d'une majorité pour constituer un nouveau gouvernement. Dans la mesure où ils partagent une opposition à l'islam politique et à l'immigration dans leurs programmes, le principe d'une coalition entre eux n'apparaissait pas improbable. La possibilité d'un soutien sans participation d'une force politique à un gouvernement dirigé par lui n'était désormais plus une possibilité pour Andrej Babis, à l'image de ce qu'il avait négocié avec le KSCM qui lui avait accordé son soutien sans participation de 2018 à 2021.

Comment expliquer ces résultats somme toute inattendus ? Le taux de participation a été fort avec 65,43% de participation, soit 5 points de plus qu'aux dernières élections législatives de 2017 avec 60,84%. Cette hausse est susceptible d'avoir changé le cours des résultats puisque, jusqu'au début de la soirée du 9 octobre dernier, Andrej Babis était encore assuré de la victoire. C'est seulement avec l'ajout des résultats des grandes villes et métropoles que le résultat a donc légèrement basculé en faveur de la coalition SPOLU². Andrej Babis attirant principalement un électorat composé de retraités et de personnes aux revenus modestes résidant assez peu dans les grandes villes et métropoles, sans doute qu'une plus grande mobilisation de l'électorat urbain a contribué à ce changement de résultats³. La mention récente d'Andrej Babis dans le scandale des « Pandora Papers »⁴ a pu également avoir un impact certes moindre mais suffisant pour justifier les quelques 35 000 voix qui le séparent de la coalition SPOLU.

Mais pourquoi une victoire, certes faible mais effective, de la coalition de droite ? Elle est menée par l'ODS, principal parti de droite de gouvernement en République tchèque (dix années de présence au pouvoir sur les vingt-huit ans d'existence de la République tchèque) qui pâtissait pourtant d'une image assez négative au sein de l'opinion publique, notamment par le plan assez

opaque de privatisation de l'économie tchèque après la chute du régime communiste en 1990 durant le gouvernement de Vaclav Klaus de 1993 à 1997, le scandale de financement occulte du parti révélé en 1997 et ayant abouti à la démission de Vaclav Klaus, la gestion et le style de gouvernance assez chaotique de Mirek Topolánek entre 2006 et 2009 ou encore la chute du gouvernement de Petr Nečas en 2013 à la suite d'une affaire de mœurs⁵, ayant donné l'image d'un gouvernement assez décalé et éloigné de la réalité des affaires politiques du pays. La coalition est donc également composée de TOP 09 qui est un parti de droite très pro-européen et du KDU-CSL, parti chrétien-démocrate (héritier du Parti populaire tchécoslovaque), également europhile. L'ODS étant ouvertement eurosceptique (ce qui en fait l'un des rares principaux partis de droite de gouvernement eurosceptique en Europe), cette coalition pouvait donc sembler assez peu cohérente et exclusivement nourrie du projet électoraliste d'évincer Andrej Babiš de la présidence du gouvernement. Mais notons que le profil de Petr Fiala, président de l'ODS et leader de la coalition SPOLU, qui a donc très vite fait part de sa position de favori pour accéder à la présidence du gouvernement, diffère quelque peu de ses prédécesseurs à la tête de l'ODS. Il en prend la tête en 2014 à la suite du faible score du parti aux élections législatives anticipées de 2013 (7,73% des suffrages exprimés) qui ont été provoquées par l'affaire de mœurs ayant précipité la chute du gouvernement de Petr Nečas. Il fait de la transparence une part importante de son mandat, voulant ainsi rompre avec le climat de méfiance qui entourait l'ODS depuis sa première prise de pouvoir en 1993. Il a aussi souhaité profiter de la longue période d'opposition qui lui était offerte. Ainsi, son score de 11,32% des suffrages exprimés lors des élections législatives de 2017 (soit le second score derrière le mouvement ANO d'Andrej Babiš) qui avait été vu comme le début d'une possible « renaissance » du parti, ne l'a pourtant pas conduit à participer à la coalition du gouvernement. Or, cette perspective aurait été envisageable. Andrej Babiš, après expédition des affaires courantes durant des mois avant de former un gouvernement de coalition avec le CSSD et le soutien tacite du KSCM, aurait pu chercher à former une coalition avec l'ODS sachant qu'ils portent un euroscepticisme en commun et une conception très libérale de l'économie. L'ODS pouvait aussi tenter un rapprochement avec d'autres formations présentes à la Chambre à ce moment, comme le KDU-CSL (à hauteur de 10 sièges sur 200) ou TOP 09 (7 sièges sur 200). Le mouvement STAN, composé d'élus locaux et sans consistance idéologique très ancrée du fait de son entrée récente sur la scène politique, aurait aussi pu être approché par l'ODS tout comme le Parti pirate, déjà détenteur de 22 sièges sur 200 après les élections de 2017 et qui était encore un parti très focalisé sur les idées « pirates » traditionnelles tel le développement de la démocratie en ligne ou la défense d'une législation encadrant mieux les activités informatiques. Ce n'est pas le choix qui a été fait. Depuis les élections législatives de 2017, l'ODS a sans doute bénéficié d'une image plus droite (à l'opposé notamment d'un CSSD ayant accepté de nouveau de former un nouveau gouvernement de coalition avec ANO en 2018). Peut-être que le style de Petr Fiala, droit et calme, a également pu paraître plus rassurant au cours de cette campagne électorale, face notamment à un

Andrej Babis au style provocateur et jouant systématiquement la stratégie de la stigmatisation de ses adversaires, à un Parti pirate encore dépourvu d'expérience politique nationale sérieuse si ce n'est cinq années dans l'opposition pour une partie de ces militants et des partis de gauche tels le CSSD et le KSCM, happés par leur collaboration avec ANO et n'apparaissant donc plus comme des forces politiques nationales crédibles.

Ces résultats ont pu donc assez rapidement être interprétés comme une défaite pour le président du gouvernement sortant. Néanmoins, avec 72 sièges obtenus sur 200, il reste le premier parti politique tchèque puisqu'au sein de la coalition SPOLU, les 71 sièges se répartissent entre 34 sièges en faveur de l'ODS, 23 sièges en faveur du KDU-CSL et 14 sièges en faveur de TOP 09. Même si les dirigeants de la coalition SPOLU et de la coalition composée du Parti pirate et du mouvement STAN se sont très vite mis d'accord pour travailler ensemble à la formation d'un large gouvernement de coalition, la nomination de Petr Fiala comme président du gouvernement n'est pas acquise. Avec le renoncement d'Andrej Babis, il faut maintenant attendre la date du 8 novembre (soit près de trois semaines) qui verra la nouvelle Chambre des députés se réunir pour la première fois depuis les élections. Après cette réunion, le gouvernement sortant devra démissionner et c'est seulement après cette formalité qu'un nouveau président du gouvernement pourra être désigné. Mais, au vu de la Constitution de la République tchèque, il incombe au président de la République, actuellement Milos Zeman, de désigner le président du gouvernement. Or, au cours de la campagne électorale, le président Zeman avait affirmé à plusieurs reprises qu'il nommerait à cette fonction le meneur du parti ayant remporté le plus de suffrages et non pas le meneur d'une coalition gagnante⁶. Le meneur du parti ayant remporté le plus de suffrages reste et restera donc... Andrej Babis, malgré son renoncement. Son retrait apparent peut même possiblement être interprété comme un acte stratégique visant à laisser apparaître de premières divisions entre les forces politiques en négociation (elles n'ont pour l'instant conclu qu'un accord technique sur la représentation numérique de chaque formation au sein d'un futur gouvernement) et qui pourraient s'accroître dans les trois prochaines semaines. Conclure à la fin de l'ère Babis peut donc sembler prématuré d'autant qu'il semble avoir une alliance tacite avec le président de la République Milos Zeman, qui bien que détenteur d'une fonction essentiellement protocolaire, pourrait jouer un rôle très perturbateur dans les prochains mois, en retardant la formation d'un gouvernement et maintenant ainsi Andrej Babis au pouvoir pendant encore un moment. Cette éventualité peut aussi être renforcée par l'état de santé très grave dans lequel se trouve le président Zeman⁷. Une vacance soudaine de la présidence renforcerait même les pouvoirs d'Andrej Babis.

Un président de la République fragile et très peu attaché au respect des prérogatives constitutionnelles

Un élément très récent pourrait être bénéfique à Andrej Babis. Le président Milos Zeman est sujet à des soucis de santé récurrents depuis plusieurs années, interrogeant ainsi plusieurs fois sur sa réelle capacité à assumer ses fonctions⁸. Son hospitalisation récente et son placement en soins intensifs accentuent ces interrogations⁹. À la suite des déclarations du président du Sénat quant à l'incapacité de Milos Zeman à assurer ses fonctions, sa mise à l'écart provisoire ou effective pourrait favoriser le maintien d'Andrej Babis au pouvoir puisque la Constitution tchèque précise¹⁰ que, en cas de vacance de la présidence de la République, les prérogatives sont partagées entre le président de la Chambre des députés qui assure les actes juridiques que sont la nomination des différents ministres ou l'ouverture des sessions parlementaires et le président du gouvernement qui assure les fonctions de représentation à l'étranger, de ratification des différents traités, le statut de chef des armées mais aussi la nomination des juges. En cas de vacance imminente de la présidence, ces prérogatives reviendraient de droit à... Andrej Babis qui assurerait de manière paradoxale, du fait de sa défaite aux élections législatives, une mainmise encore plus grande sur l'appareil d'État. Le président sortant de la Chambre des députés, Radek Vondracek, étant également issu des rangs du mouvement ANO, ce contrôle de l'appareil d'État en serait encore renforcé pendant une période relativement incertaine puisque même si le choix du président du gouvernement se porte sur Petr Fiala, il lui faudra du temps pour négocier avec les différentes coalitions, constituer un gouvernement et obtenir la confiance de la Chambre. Mais même en cas de retour de Milos Zeman aux responsabilités d'ici le 8 novembre prochain, il pourrait faire montre de sa vision très personnelle de ses prérogatives.

Milos Zeman, président de la République tchèque depuis 2013 (réélu pour un second et dernier mandat en 2018), est une personnalité forte de la vie politique tchèque. Membre et dirigeant éminent du CSSD entre 1993 et 2001, il a été président du gouvernement (le premier gouvernement social-démocrate) entre 1998 et 2001. Élu président de la République en 2013 lors de la première élection présidentielle tchèque au suffrage universel direct (à la suite d'une révision constitutionnelle de 2012), cette fonction semblait couronner et récompenser une carrière politique riche, le président de la République étant détenteur de pouvoirs constitutionnels très limités et essentiellement protocolaires. Les pouvoirs exécutifs sont principalement concentrés par le président du gouvernement. La désignation du président du gouvernement à la suite des élections législatives constitue sa seule prérogative de taille lui permettant d'influencer concrètement et directement le cours de la vie politique. Sauf que Milos Zeman a montré tout au long de ses mandats sa vision très personnelle de ses prérogatives et son peu de considération vis-à-vis de la Constitution. Il n'est donc pas exclu qu'il le démontre également suite aux résultats des

dernières élections, en favorisant Andrej Babis même s'il n'en est pas le vainqueur.

Dès sa prise de fonction, Milos Zeman, en tant que personnalité proche de la social-démocratie, manifeste très vite son manque de sympathie vis-à-vis du gouvernement de centre-droit de Petr Necas (dont le premier vice-président est Karel Schwarzenberg, rival de Milos Zeman au second tour de l'élection présidentielle) et fait comprendre qu'il ne se gênera pas pour compliquer la tâche du gouvernement. Lorsque le gouvernement tombe finalement sous le coup d'une affaire de mœurs pour Petr Necas, la coalition formée à l'époque par l'ODS, TOP 09 et LIDEM (Liberalni demokraté) propose le nom de Miroslava Nemcova (présidente sortante de la Chambre des députés) pour prendre la succession à la tête du gouvernement. Alors que la Constitution lui indique de consentir à cette nomination pour respecter les suffrages exprimés en faveur de cette majorité de centre-droit à la Chambre des députés, il la refuse et nomme à la présidence du gouvernement l'un de ses proches conseillers en la personne de Jiri Rusnok qui forme ensuite un gouvernement dit de « techniciens », dépourvu de personnalités politiques et ne reflétant aucunement les forces politiques présentes à la Chambre des députés. Avant même que le gouvernement ne se présente devant la Chambre pour un vote de confiance comme le lui oblige la Constitution, Milos Zeman évoque la possibilité de laisser le gouvernement de Jiri Rusnok gouverner jusqu'aux prochaines élections législatives alors prévues en 2014 même s'il n'obtenait pas la confiance des députés¹¹. Le non-respect de la Constitution était alors flagrant. Finalement, le refus de la confiance à hauteur de 100 députés sur 200 et de 7 abstentions suivi du vote de 140 députés en faveur d'élections législatives anticipées le pousse à accepter ce principe. Mais par la suite, même la victoire du CSSD à hauteur de 20,5% des suffrages exprimés ne l'amène pas à désigner de manière automatique Bohuslav Sobotka, le chef des sociaux-démocrates, à la présidence du gouvernement, du fait qu'il entretient avec lui des relations conflictuelles. Il exige d'abord que Bohuslav Sobotka lui présente un projet de coalition clair pouvant bénéficier assurément de la confiance de la Chambre ce qu'il lui montre *via* une alliance gouvernementale avec ANO et le KDU-CSL qui lui permet sa nomination effective. Encore une fois, Milos Zeman s'est arrogé des prérogatives que la Constitution ne lui confère pas et c'est ce type de posture qu'il pourrait éventuellement adopter avant de consentir à une nomination effective de Petr Fiala à la tête du gouvernement.

Après les élections législatives de 2017 et la victoire du mouvement ANO, il désigne Andrej Babis (avec qui il est allié) président du gouvernement et entérine la formation d'un gouvernement minoritaire par ce dernier dont il était certain qu'il ne parviendrait pas à recueillir une majorité lors du vote de confiance, le seul mouvement ANO détenant alors 78 sièges de députés sur 200. Ce vote lui est logiquement défavorable le 16 janvier 2018 avec 117 voix de refus. Milos Zeman charge une nouvelle fois Andrej Babis de former un gouvernement à la date du 24 janvier 2018 et ledit gouvernement (une coalition avec le CSSD et le soutien tacite du KSCM) se voit accorder la

confiance de la Chambre des députés... le 12 juillet 2018. Milos Zeman a donc laissé Andrej Babis négocier près de six mois mais surtout gouverner *de facto* à la tête de son gouvernement minoritaire et sans la confiance des députés. Même au cours de la formation du gouvernement, Milos Zeman a refusé d'entériner la nomination de certains ministres, telle la nomination de Miroslav Poche au poste de ministre des Affaires étrangères que le président de la République jugeait trop pro-européen et trop en faveur de l'immigration¹². Il refusera également la nomination de Antonin Stanek comme nouveau ministre de la Culture en 2019 poussant le CSSD à proposer la nomination de Lubomir Zaoralek qui sera finalement entérinée. La Constitution tchèque, encore une fois, précise seulement que le président de la République « nomme et renvoie le président du gouvernement et les autres membres du gouvernement et accepte leur démission »¹³, il n'est donc pas censé exprimer de quelconque avis sur telle ou telle nomination.

Cet historique démontre bien l'usage très personnel que le président Zeman fait de ses prérogatives constitutionnelles et il semble que cette tendance se prolongera. Au cours de la campagne électorale, il a fait savoir à plusieurs reprises qu'il ne tiendrait pas compte des résultats obtenus par les différentes coalitions électorales qui se montaient mais qu'il nommerait à la présidence du gouvernement le meneur du parti qui recueillerait le plus de suffrages. Il a toujours semblé clair que le mouvement ANO, en dehors de toute coalition, serait ce parti vainqueur. Andrej Babis est d'ailleurs la première personnalité de ces dernières élections à avoir rencontré le président dès le dimanche 10 octobre au matin. Le scénario d'une reconduction d'Andrej Babis semblait alors plus que probable. Son renoncement récent change légèrement la donne mais n'empêchera pas Milos Zeman de s'essayer à compliquer la tâche de la formation du nouveau gouvernement, comme il l'a déjà montré par le passé. Mais surtout, rappelons que tant qu'un éventuel gouvernement dirigé par Petr Fiala n'aura pas obtenu la confiance de la Chambre des députés, c'est Andrej Babis qui continuera d'expédier les affaires courantes et de gouverner même en dehors de ces prérogatives comme il l'avait fait entre décembre 2017 et juillet 2018. D'ailleurs, même avant le constat de l'incapacité de Milos Zeman à assumer ses fonctions, il n'y avait même pas de date officielle connue pour une rencontre entre le président Zeman et Petr Fiala. La présence d'Andrej Babis dans les sphères du pouvoir risque donc de se prolonger au vu de ce contexte singulier, mais également du fait que les récents résultats offrent beaucoup d'incertitudes sur le devenir de la scène politique tchèque.

Une mise à l'écart aussi simple ?

La situation particulière liée au rôle de Milos Zeman pourrait ne pas constituer le seul argument à une mise à l'écart d'Andrej Babis pas aussi évidente. Certes, la coalition SPOLU sous la direction de Petr Fiala a tout de suite manifesté son envie de travailler avec la coalition du Parti pirate et du

mouvement STAN dans le cadre de la formation d'un gouvernement de coalition. Mais des négociations entre cinq formations politiques différentes peuvent s'annoncer complexes d'autant que jamais le gouvernement de la République tchèque n'a compté des personnalités de cinq partis politiques différents. Les différents partis présentent de plus des divergences idéologiques, notamment concernant la défense du projet européen. L'ODS s'est beaucoup construit par la constitution d'un projet eurosceptique, l'opposé de TOP 09 et du KDU-CSL. La coalition a également pu se constituer et se coordonner correctement pendant la campagne électorale du fait qu'il s'agissait d'un front « anti-Babis » mais cette posture pourrait ne pas suffire au moment des négociations en vue de la formation d'un gouvernement d'autant que certaines velléités pourront y ressurgir. En effet, il faut préciser que TOP 09 est initialement un parti dissident de KDU-CSL, fondé par Miroslav Kalousek (ancien président de KDU-CSL par ailleurs) car il jugeait que son parti penchait alors « trop à gauche ». L'ODS et TOP 09 ont ensuite déjà été alliés au sein d'une coalition gouvernementale au moment du gouvernement de Petr Necas entre 2010 et 2013. Mais cette coalition était assez fragile du fait, encore une fois, des positions contradictoires en son sein vis-à-vis de l'Union européenne.

Du côté de la coalition entre le Parti pirate et le mouvement STAN, les choses apparaissent également assez complexes. Le mode de scrutin en vigueur en République tchèque permet l'application du vote « préférentiel » permettant à chaque électeur, en plus de voter pour un parti, de choisir quatre noms de candidats qui ont sa préférence pour aller siéger à la Chambre. Ainsi, sur les 37 députés de la coalition qui siégeront, seuls 4 seront issus des rangs du Parti pirate. Or, cette coalition était dirigée par Ivan Bartos, président du Parti pirate qui risque ainsi de ne pas détenir un mandat de négociation très confortable. Le mouvement STAN a certes fait part de son intention de respecter strictement le programme commun qui avait été négocié mais dans le cadre des négociations, il pourrait chercher à y avoir plus d'autonomie. Étant un mouvement composé exclusivement d'élus locaux, ses capacités à négocier dans une posture nationale pourraient s'en retrouver pénalisées. L'europhilie du Parti pirate pourrait également être un facteur de divergence ainsi que sa promotion d'un approfondissement des droits individuels et des droits des personnes LGBT+ notamment. C'est effectivement un créneau que l'ODS considère avec beaucoup de réserve et qui est très peu évoqué par TOP 09, le KDU-CSL et le mouvement STAN. Toutes ces éventualités, on le voit bien, peuvent considérablement compliquer la formation d'un gouvernement et paradoxalement donner à Andrej Babis une posture de président du gouvernement sortant à l'assise stable et au projet de gouvernement se situant dans la continuité des quatre années précédentes.

La défaite apparente d'Andrej Babis a également été souligné du fait que ses récents partenaires de coalition, le CSSD et le KSCM, sont tombés en dessous des 5% des suffrages, les privant donc de

présence à la Chambre des députés pendant quatre ans. Mais la difficulté de la répartition actuelle peut amener beaucoup de surprises d'ici trois semaines et la réunion de la nouvelle Chambre, pouvant favoriser Andrej Babis et le mouvement ANO. Rappelons que le KDU-CSL (vainqueur de 23 sièges) a déjà été allié au mouvement ANO au sein d'une coalition gouvernementale avec le CSSD de 2013 à 2017. Même si cette hypothèse semble exclue pour le moment, il peut être envisageable qu'une coalition baroque se constitue. Rappelons qu'au cours de la campagne, avait notamment été évoquée la possibilité d'une collaboration entre le mouvement ANO, le parti d'extrême droite SPD et le KSCM. Après les élections législatives de 2017, le CSSD avait d'abord tenu à se positionner dans une opposition claire et assumée avant de se rallier finalement à l'idée d'une coalition avec ANO qui a été entérinée au mois de juin 2018. La volatilité des alliances électorales est donc assez courante en République tchèque.

Surtout, même en cas d'éventualité d'un gouvernement mené par Petr Fiala, les traces laissées par les années de gouvernance d'Andrej Babis seront-elles aussi facilement effacées ? Si Petr Fiala peut, *via* son style plus droit, rompre légèrement avec la gouvernance assez autoritaire d'Andrej Babis, cela pourrait bien constituer la seule divergence majeure. Le mandat d'Andrej Babis a été marqué par une forte hostilité vis-à-vis de la Commission européenne, de l'approfondissement du projet européen et de l'immigration. Petr Fiala pourrait certes entretenir des relations plus apaisées avec les dirigeants de l'Union européenne mais il n'est absolument pas disposé à être plus complaisant vis-à-vis de l'immigration et à faire de la République tchèque un pays moteur du projet européen. La considération de la République tchèque sur la scène politique européenne n'en serait ainsi pas véritablement changée. Andrej Babis a également pris soin de nommer des personnalités très favorables à son projet politique au sein des différentes administrations ministérielles et des directions centrales. Il pourrait donc toujours avoir des relais non négligeables au sein des différentes administrations.

Enfin, avec son groupe parlementaire de 72 députés, Andrej Babis conservera un important pouvoir de nuisance d'autant qu'il a finalement fait savoir qu'il continuerait de siéger à la Chambre dans l'opposition alors qu'il avait auparavant fait savoir qu'il comptait se retirer de la scène politique en cas de défaite aux élections législatives. Son habileté et la complicité du président Zeman pourraient lui permettre de perturber sans grande difficulté des gouvernements de coalitions assez fragiles pour les différentes raisons évoquées ci-dessus.

La configuration actuelle de la Chambre des députés et le contexte politique très particulier que connaît la République tchèque peuvent permettre à ce que la présence d'Andrej Babis sur la scène politique reste significative pendant encore un certain moment.

1. Lubos Prochazka, "Babis na Frekvenci 1 : Povereni sestavit vladu neprijmu, jdeme do opozice ! Poslechnete si zaznam klicoveho Press klubu", *Frekvence1.cz*, 15 octobre 2021.
2. CTK, "Volby ON-LINE : Ucast je nekde az 50 procent", *Novinky.cz*, 8 octobre 2021.
3. Domaci Vyvoj, « Volby do Poslanecke snemovny Parlamentu Ceske republiky », *Aktualne.cz*, 7 octobre 2021.
4. Andrej Babis est notamment accusé d'avoir acquis des biens immobiliers luxueux sur la Côte d'Azur en France via des sociétés offshore.
5. Entretenant une liaison avec sa directrice de cabinet Jana Nagyova, Petr Necas aurait missionné les services secrets tchèques pour qu'ils enquêtent sur son épouse d'alors avec qui il était en instance de divorce.
6. CTK, « Budu volit hnutí ANO. Koalice jsou podvod, sestavením vlády poverím sefa nejúspěšnější strany », *iROZHLAS*, 27 juin 2021.
7. Reuters, "République tchèque: Zeman trop malade pour rester pleinement président, dit le président du Sénat", *Challenges*, 18 octobre 2021.
8. Anna Cmouchalkova, « Je Zeman schopen vykonávat úřad ? Senát chce Hradu prognózu prezidentského stavu », *Extra.cz*, 12 octobre 2021.
9. Redakce, « Zeman je v nemocnici na jednotce intenzivní péče. Hospitalizovaný může být týdny », *Deník.cz*, 10 octobre 2021.
10. Article 66 de la Constitution de la République tchèque en vigueur, adoptée le 16 décembre 1992.
11. Matej Slavik, « Premier Rusnok : Bez důvěry musíme vládnout I několik měsíců, ústava to dovoluje », *Hospodarské noviny*, 3 août 2013.
12. Anna Kottová, « Prezident Zeman názor nezměnil. Proč doporučil, aby se post ministra zahraničí neucházel », *iROZHLAS*, 22 juin 2018.
13. Article 62 de la Constitution de la République tchèque, adoptée le 16 décembre 1992.